**ARRÊTÉ PORTANT DEMISSION**

**De Monsieur *(ou Madame)* …, Agent contractuel.**

Le Maire *(ou le Président)* de ...

Vu le Code générale des collectivités territoriales

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux dispositions générales applicables agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le contrat du ... recrutant M. ………………………... (emploi ...),

Vu la lettre en date du … par laquelle l'agent manifeste, sans équivoque, son intention de démissionner,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

La démission de M ………………………………… *(grade)* est acceptée à compter du ………… compte tenu du préavis.

(***Pour rappel :*** *8 jours de préavis dans le cas où l’agent a effectué une durée de service de moins de six mois, 1 mois dans le cas où l’agent a effectué une durée de service comprise entre six mois et deux ans, et 2 mois dans le cas où l’agent a effectué une durée de service supérieure ou égale à deux ans).*

**Article 2 :**

M…………………………… sera rayé des effectifs de la Commune *(Syndicat…)* à compter de cette date.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à M……………………...............

**Article 4 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 5**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion du Jura et au receveur de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire (le Président),